

► d'un recours à la force. Une seule manifestation, de quelques centaines d'Arabes israéliens « *contre l'agression américaine* » a eu lieu le 21 février en Galilée. Côté juif, des rabbins ultra-orthodoxes ont effectué, à la mi-février, sept tours aériens complets du pays en vue de « *protéger la population* » d'une éventuelle attaque aérienne irakienne. Ils ont expliqué qu'ils basaient leur action sur la légende biblique selon laquelle Josué aurait fait tomber les murailles de Jéricho en effectuant sept tours complets de la localité...

Aux Etats-Unis, une large majorité d'Américains s'est déclarée en faveur des frappes militaires. Mais, à contre-courant de l'opinion publique, les Eglises n'ont jamais caché leur hostilité à la politique menée à l'égard de l'Irak, qu'il s'agisse des frappes militaires ou même de l'embargo. Le Conseil national des Eglises américaines (NCC), qui regroupe trente-quatre Eglises protestantes et orthodoxes, a très tôt exhorté le président Clinton à résoudre la crise irakienne par la voie diplomatique. A San Francisco, plusieurs centaines de croyants se sont réunis, mi-février, à l'initiative du Muslim Public Affair Council (MPAC), afin de prier pour la paix. Chrétiens, juifs et musulmans ont écouté des lectures de l'Evangile, du Coran et de la Torah. « *Nous sommes contre la guerre, contre la dictature et contre les bombardements. Nous sommes par dessus tout opposés à la tragédie des enfants irakiens. Nous sommes en guerre avec leur dic-*

*tateur, pas avec eux* », a proclamé le directeur du MPAC, Salem El Marayeti.

De leur côté, les sept cardinaux américains ont lancé, le 12 février, un appel à Bill Clinton, soulignant que Saddam Hussein représente un « *danger potentiel* », mais estimant que « *l'usage de la force militaire* » compromettrait gravement toute chance de paix durable au Proche-Orient. En janvier, cinquante-quatre évêques catholiques avaient déjà adressé une lettre au président Clinton, demandant une levée de l'embargo et se déclarant opposés à toute action militaire pour régler la crise sur l'inspection des sites irakiens. Trois d'entre eux n'avaient pas hésité à entamer une grève de la faim en signe de protestation.

---

**Nous sommes  
par dessus tout  
opposés à  
la tragédie des  
enfants irakiens...**

---

Une action largement approuvée par le Vatican, qui s'est toujours opposé à une intervention militaire en Irak. Son représentant à l'Onu, M<sup>gr</sup> Renato Martino, avait rencontré le secrétaire général de l'organisation Kofi Annan, le 14 février, pour lui demander de se rendre à Bagdad « *afin de conjurer toute option militaire* ». Une initiative sans précédent dans l'histoire de la diplomatie du Saint-Siège. Dans la nouvelle crise du Golfe, Jean Paul II a repris, avec plus de force encore, l'objection qu'il avait

déjà lancée en 1991 au président Bush. Mais, cette fois, il a pointé plus clairement le rôle de l'Onu. Les patriarches et les chefs des Eglises orthodoxes, protestantes et catholiques du Moyen-Orient, l'ont soutenu. Réunis pour la première fois en assemblée commune, ceux-ci ont rédigé une lettre pastorale conjointe, le 24 janvier, dans laquelle ils invitent les Eglises du monde entier à exprimer leur solidarité au peuple irakien.

L'embargo a été dénoncé à maintes reprises par le Conseil œcuménique des Eglises (COE) qui, à la suite d'une visite en Irak, au début du mois de février, indiquait qu'une « *intervention militaire ne ferait qu'accroître les souffrances d'une population déjà gravement affectée par les sanctions prises à l'égard de ce pays* ». Un sentiment partagé par l'évêque latin de Bagdad, M<sup>gr</sup> Dahdah, pour qui la résolution du problème irakien passe par la levée de ces sanctions. Dans un interview accordée à la revue catholique *Il Regno*, le nonce apostolique en Irak, M<sup>gr</sup> Giuseppe Lazzarotto, a déclaré que l'embargo « *camoufle d'énormes intérêts économiques* ». Par ailleurs, les chrétiens irakiens, qui représentent une minorité protégée, savent ce qu'ils doivent au régime de Saddam Hussein. Jean Paul II en est conscient, lui qui veut se rendre en Irak au cours de l'an 2000 pour un pèlerinage « *sur les pas d'Abraham* ».

**Djénane Kareh Tager et  
Laurent Grzybowski**

*avec Claude Tessan (Jérusalem), Bruno Ronfard (Le Caire), Colette Oberlin (Washington) Giancarlo Zizola (Rome)*

## UNE INTERVIEW Quand l'

Ghassam Salamé est libanais, chercheur au Ceri (Centre d'études et de recherches internationales), et spécialiste du Moyen-Orient. Il a publié chez Fayard, en 1996, « *Appels d'empire : ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation* ». Rencontre.

Le 22 février, le secrétaire général de l'Onu, Kofi Annan, signait un accord avec Bagdad. Les Etats-Unis n'ont accepté cet accord que sous certaines conditions et sans lever leurs menaces de frappes aériennes contre l'Irak. Comment expliquez-vous leur attitude ?

Par le poids prépondérant qu'occupent les Etats-Unis dans le système international depuis la fin de la guerre froide. L'implosion du pôle soviétique et la non émergence de pôles rivaux ont malheureusement abouti à l'édification d'un système international unipolaire. Si bien que les Etats-Unis, qui doivent plus d'un milliard de dollars d'arriérés à l'Onu, se permettent d'utiliser le système onusien quand cela leur est utile, sur le dossier irakien par exemple, et de l'exclure des dossiers dont ils veulent avoir la maîtrise totale, tel le pro-

IEW DE GHASSAN SALAME

# l'Onu se réveille

cessus de paix israélo-arabe où les résolutions de l'Onu ne sont même pas appliquées. La seule superpuissance qui reste sur l'échiquier mondial a ainsi instrumentalisé l'Onu...

**Cette instrumentalisation peut être dangereuse !**

Elle est aussi immorale. 35 % des dépenses militaires dans le monde sont américaines, les Etats-Unis sont les premiers en matières économique, technologique, médiatique, financière, etc. En principe, cette superpuissance, cette nouvelle Rome impériale, ne devrait pas user de sa prépondérance sans quelques contraintes

**Au cours de ces dernières années, les Etats-Unis ont cherché en permanence à compenser leurs échecs diplomatiques par des démonstrations de force.**

morales : ce n'est pas le cas, me semble-t-il. Outre l'Onu, les Etats-Unis ont instrumentalisé d'autres institutions internationales, tels le FMI ou la Banque mondiale qui, à force de servilité, risquent de perdre toute crédibilité. L'accord signé par

Kofi Annan à Bagdad a permis, certes, d'épargner à l'Irak de nouvelles frappes américaines ; il a surtout eu pour effet premier de rétablir quelque peu le lustre d'une organisation fortement menacée de satellisation par la diplomatie américaine.

**Depuis 1991, l'Irak accuse d'ailleurs l'Onu de se comporter comme « une annexe du Département d'Etat américain »...**

Il faut savoir que l'Unscop, cette commission d'inspecteurs chargés de dépister et de détruire les stocks d'armes chimiques et bactériologiques de l'Irak, est une création *sui generis* : les deux lettres, U et N, au début de son nom, laissent croire que la commission dépend de l'Onu. En réalité, elle n'a d'onusien que le nom. Depuis sept ans, elle est dominée par la stratégie, la logistique et le personnel militaire américains d'une manière inacceptable pour les standards de l'Onu - qui n'a pas eu les moyens de faire autrement. L'Unscop dépend des avions d'espionnage américains, de l'expertise américaine, des moyens de communication et de transport américains. Le fonctionnement de cette commission constitue un précédent dangereux : le secrétaire général de l'Onu,

son assemblée générale, voire la majorité des membres de son Conseil de sécurité, n'ont jamais eu aucun contrôle effectif sur elle.

**Ce qui peut laisser place à toutes sortes de dérapages dans l'avenir !**

C'est l'un des symptômes de l'unipolarité dont je vous parlais. On peut en repérer d'autres. En Bosnie, par exemple, où l'action de l'Onu, enrayée tant qu'elle était privée du soutien de la plus grande puissance mondiale, s'est révélée efficace quand les Américains s'y sont impliqués. Mais ils avaient posé une condition : le remplacement de l'Onu par l'Otan, c'est-à-dire par une organisation et une alliance militaire qu'ils contrôlent entièrement.

**Le retour de bâton ne serait-il pas un développement de l'anti-américanisme, y compris auprès des alliés traditionnels des Etats-Unis ?**

L'arrogance américaine irrite en effet autant les alliés que les adversaires des Etats-Unis. En sus de cette arrogance, le Moyen-Orient subit un travers supplémentaire de la diplomatie américaine : son alignement constant, et de plus en plus grave, sur la politique israélienne. A l'heure où le système international est do-

miné par un pôle unique, celui-ci n'essaie même pas de jouer la carte de la neutralité !

**Quelles pourraient être les répercussions de la crise irakienne sur le monde arabe ?**

En 1991, lors de la guerre du Golfe, les Etats-Unis bénéficiaient du soutien de la communauté arabe et internationale : l'Irak était coupable de l'occupation et de l'annexion d'un pays voisin, le Koweït. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Les objectifs des Etats-Unis en Irak sont ambigus : cherchent-ils à liquider les armes de destruction irakiennes ? A déstabiliser le régime de Bagdad ? A perpétuer le système de sanctions qui pèse si lourdement sur la population civile de ce pays ? Le fait est qu'aucun pays arabe, à l'exception du Koweït, ne s'est engagé à leurs côtés. Pour autant, je ne crois pas que l'influence américaine, prépondérante dans cette région, soit remise en cause. Cela corrigera peut-être, très partiellement, la dérive de ces dernières années au cours desquelles les Etats-Unis ont cherché en permanence à compenser leurs échecs diplomatiques par des démonstrations de force.

**Propos recueillis par Djénane Kareh Tager**